



Toulouse le 9 janvier 2025

Objet : Actualités sociales

Le Quotidien du Médecin 2 janvier 2025 : Selon de nouvelles données française, l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans est de 12 ans pour les femmes et de 10,5 ans pour les hommes.

La Dépêche du 3 janvier 2025 : Dns un sondage BYA Xsight paru le 19 décembre 2024, 55% des français jugeait que le pouvoir d'achat doit constituer la priorité n°1 de l'action du gouvernement Bayrou. Ce sujet continue de dominer de loin, les priorités de l'ensemble des Français quelle que soit leur catégorie.

Les Echos 6 janvier 2025 : Selon Gilbert Cette, Président du COR (Conseil d'Orientation des Retraites) « le déficit du système des retraites devrait se creuser ». Il évoque les effets de la dégradation de la conjoncture sur le système des pensions.

Selon la réforme des retraites de 2023, les plus modestes des commerçants et artisans étaient censé bénéficier d'une augmentation de leur pension de retraite complémentaire. Ils attendent une action du gouvernement pour que cela soit possible.

Le gouvernement a proposé aux partis politiques et aux partenaires sociaux de se pencher à nouveau sur la question de la réforme des retraites, à défaut de la suspendre. Le calendrier imparti pour s'entendre et les marges de manœuvre financières disponibles pour modifier le système sont toutefois limités

Les Echos 2 janvier 2025 : Les EHPAD publics et associatifs vont pouvoir, plus facilement, augmenter leurs prix pour les personnes âgées les moins modestes. Les hausses de prix possibles, sont cependant, encadrées.

Le Média Social 3 janvier 2025 : Un décret fixe les nouvelles conditions dans lesquelles les EHPAD habilités aide sociale, peuvent pratiquer des tarifs « hébergement » différents selon que les résidents bénéficient ou non de cette aide (décret du 31 décembre 2024).

Le Point du Matin 9 janvier 2025 : Selon le dernier rapport, la France présente un taux de syndromes dépressifs de 11% qui est presque deux fois supérieur à la moyenne européenne. Les jeunes et les seniors sont particulièrement touchés.

6 Médias 8 janvier 2025 : Le collectif Auxerrois « Sécurité Sociale de la Mort » propose de créer une cotisation destinée à couvrir les frais funéraires. Une proposition soutenue par plusieurs élus. Le collectif veut mettre fin au « capitalisme funéraire ».

Selon Jean-Louis Delasalle, un des fondateurs « il y a beaucoup d'aides différentes qui existent pour les obsèques, sauf qu'il faut encore les connaître. Elles ne sont pas attribuées automatiquement ». Il propose un système automatisé, plus doux pour les familles. En octobre dernier, la répression des fraudes (DGCCRF) révélait les « nombreuses fraudes » des principaux acteurs du secteur des assurances des obsèques.

6 Médias 6 janvier 2025 : Dans une interview aux Echos, le Président du COR (Conseil d'Orientation des Retraites) a rappelé une piste qu'il avait déjà évoquée pour renflouer les caisses de retraite : supprimer l'abattement fiscal de 10%, sans toucher aux petites pensions. Le président du COR attire l'attention des politiques sur le taux d'emploi des seniors : « si nous avons en France, le taux d'emploi des Pays Bas, les recettes publiques seraient supérieures d'au moins 140 milliards par an ».

Les Echos 8 janvier 2025 : Sophie Binet, Secrétaire Générale de la CGT ne veut pas d'aménagement à la marge de la réforme de 2023. Reçue par François Bayrou, elle réitère sa demande d'abrogation de la réforme.

Les Echos 8 janvier 2025 : Le président de la CPME (Confédération des Petites et Moyennes Entreprises), François Asselin, est « partant » pour discuter de certains paramètres de la dernière réforme des retraites. Il suggère de travailler sur l'usure professionnelle, sujet d'un possible consensus.

Les Echos 7 janvier 2025 : Interrogé sur France Inter, Olivia Faure, premier secrétaire du PS, n'a pas fait de la non-suspension de la réforme des retraites, une ligne rouge, sachant que l'absence de budget serait défavorable aux Français « les plus vulnérables ».

Reçu par François Bayrou, le Medef veut trouver le chantier du financement de toute la Protection Sociale.

Francis De Block